

Art. 7. L'article 34, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice du pouvoir dont dispose la Chambre des représentants d'examiner le budget détaillé de la Commission de la protection de la vie privée, de l'approuver et d'en contrôler l'exécution ainsi que de vérifier et d'approuver les comptes détaillés, les crédits prévus à ce budget sont inscrits à titre de dotation au budget général des dépenses de l'Etat. »

Art. 8. L'article 14 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, est complété par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Pour les organismes qui sont organisés par une loi visée à l'article 78 de la Constitution, le premier alinéa, première phrase, ne s'applique pas au budget général des dépenses en ce qui concerne les dotations. »

Art. 9. L'article 51 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral est complété par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Pour les organismes qui sont organisés par une loi visée à l'article 78 de la Constitution, le premier alinéa, première phrase, ne s'applique pas au budget général des dépenses en ce qui concerne les dotations. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Naples, le 23 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaire. — Projet de loi, n° 51-0608/1. — Amendement, n° 51-0608/2. — Rapport, n° 51-0608/3. — Texte adopté, n° 51-0608/4 à 6. — Projet modifié, n° 51-0608/7. — Amendement, n° 51-0608/8. — Rapport, n° 51-0608/9. — Texte adopté, n° 51-0608/10. Texte adopté en séance plénière, n° 51-0608/11.

Séance du 25 avril 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 2595

[C - 2007/00615]

17 MAI 2007. — Arrêté royal fixant les mesures en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les parkings fermés doivent satisfaire pour le stationnement des véhicules LPG

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les gaz LPG produisent moins de polluants néfastes pour la santé et l'environnement et moins de gaz à effet de serre que l'essence et le diesel; ils contribuent à la qualité générale de l'air. Cependant, leur utilisation doit s'accompagner de mesures de sécurité. C'est pourquoi, le présent projet fixe les mesures en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les parkings fermés doivent satisfaire pour le stationnement des véhicules LPG.

Le projet d'arrêté royal a fait l'objet de l'avis 41.867/4 du 4 janvier 2007 du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a fait remarquer que l'avis obligatoire du Conseil supérieur pour la sécurité contre l'incendie et l'explosion a été donné il y a plus de deux ans et demi, et qu'il devrait donc être vérifié si les circonstances de fait ou de droit n'ont pas évolué depuis.

Art. 7. Artikel 34, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de bevoegdheid van de Kamer van volksvertegenwoordigers om de gedetailleerde begroting van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te onderzoeken en goed te keuren alsook de uitvoering ervan de controleren en de gedetailleerde rekeningen te verifiëren en goed te keuren, worden de kredieten voor deze begroting uitgetrokken als dotatie op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk. »

Art. 8. Artikel 14 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende :

« Voor de instellingen die ingericht worden door een wet als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet wordt het bepaalde van het eerste lid, eerste zin, niet toegepast in de algemene uitgavenbegroting wat de dotaties betreft. »

Art. 9. Artikel 51 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende :

« Voor de instellingen die ingericht worden door een wet als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet wordt het bepaalde van het eerste lid, eerste zin, niet toegepast in de algemene uitgavenbegroting wat de dotaties betreft. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Napels, 23 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 51-0608/1. — Amendement, nr. 51-0608/2. — Verslag, nr. 51-0608/3. — Aangenomen tekst, nrs. 51-0608/4 tot 6. — Gewijzigd ontwerp, nr. 51-0608/7. — Amendement, nr. 51-0608/8. — Verslag, nr. 51-0608/9. — Aangenomen tekst, nr. 51-0608/10. — Aangenomen tekst in plenaire vergadering, nr. 51-0608/11.

Vergadering van 25 april 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 2595

[C - 2007/00615]

17 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de maatregelen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gesloten parkeergebouwen moeten voldoen om LPG-voertuigen te parkeren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De LPG-gassen produceren minder vervuilende stoffen die nefast zijn voor de gezondheid en het milieu en minder broeikasgassen dan benzine en diesel; zij dragen bij aan de algemene luchtkwaliteit. Hun gebruik moet evenwel het voorwerp uitmaken van veiligheidsmaatregelen. Daarom stelt dit ontwerp de maatregelen vast voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gesloten parkeergebouwen moeten voldoen om LPG-voertuigen te parkeren.

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft het voorwerp uitgemaakt van het advies 41.867/4 van 4 januari 2007 van de Raad van State.

De Raad van State merkte op dat het verplichte advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing ruim twee en een half jaar geleden werd verstrekt, en dat hierdoor moet worden bekeken of sedertdien de feitelijke en juridische omstandigheden niet zijn gewijzigd.

Puisqu'il y a lieu de constater que les circonstances n'ont pas changé, il paraît inutile de soumettre une nouvelle fois le présent projet au Conseil supérieur.

Le Conseil d'Etat a également attiré l'attention sur la possibilité prévue à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, de prévoir des dérogations aux normes de prévention de base. A ce jour, il n'y a pas encore d'arrêté royal organisant le régime de ces dérogations; aucune dérogation ne peut donc être accordée, ce qui est contraire à la volonté du législateur, a observé le Conseil d'Etat.

Un projet de réglementation mettant en œuvre le régime de ces dérogations est actuellement en cours d'achèvement.

ANALYSE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Le Conseil d'Etat a fait remarquer qu'il était souhaitable de revoir la définition d'un parking fermé.

Cette remarque est prise en compte dans le projet.

Articles 2 à 5

Ces articles n'appellent pas de commentaires.

Article 6

Selon cet article, les produits fabriqués ou commercialisés légalement dans un autre Etat-membre de l'Union Européenne ou en Turquie ou fabriqués légalement dans un Etat de l'AELE partie contractante de l'Accord sur l'Espace Economique Européen, et offrant un même niveau de protection que celui défini dans la présente réglementation, sont considérés comme satisfaisant aux spécifications techniques du projet.

Le Conseil d'Etat a fait remarquer qu'il convient de déterminer les modalités de reconnaissance de l'identité du niveau de protection offert par les produits que vise le texte.

Cette remarque est rencontrée comme suit : le point 4.2 de l'annexe 1 du présent projet décrit les modalités d'équivalence du niveau de protection des produits visés à l'article 6. Le niveau de sécurité de ces produits sera examiné par l'organisme qui effectue les contrôles de la conception et de la réalisation des différentes installations de sécurité.

Article 7

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Annexe I

L'annexe I rend obligatoire des normes déterminées. Le Conseil d'Etat a fait observer que le contenu de ces normes doit être publié.

Le projet ne suit pas l'avis du Conseil d'Etat sur ce point.

Une norme reflète les règles de bonne pratique qui sont d'application pour un produit donné, un procédé donné ou un service donné au moment de son adoption.

Le respect d'une norme n'est pas obligatoire en soi. Il le devient néanmoins lorsque la réglementation applicable le prescrit. L'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes, adopté en exécution de la loi du 3 avril 2003 relative à la normalisation, indique à ce sujet que l'Etat et toutes les personnes de droit public peuvent renvoyer aux normes publiées par le Bureau de Normalisation, dans les arrêtés, les ordonnances, les actes administratifs et les cahiers des charges, par simple référence à l'indicatif de ces normes.

Une publication intégrale au Moniteur Belge n'est pas possible, puisque les normes sont protégées par le droit d'auteur. La diffusion des normes sans autorisation écrite formelle de la part du Bureau de Normalisation est en effet interdite, et ce en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 octobre 2004.

Les professionnels qui souhaitent appliquer une norme doivent donc s'adresser au Bureau de Normalisation où ils peuvent l'acquérir à un prix fixé par cet organisme, ou la consulter gratuitement à la bibliothèque.

Aangezien blijkt dat er inderdaad geen sprake is van gewijzigde omstandigheden, lijkt het niet nuttig om voorliggend ontwerp opnieuw voor te leggen aan de Hoge Raad.

De Raad van State wees tevens op de mogelijkheid voorzien in artikel 2 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in degelijke gevallen, om afwijkingen van de basispreventienormen te voorzien. Aangezien er terzake tot op heden nog geen koninklijk besluit is dat het stelsel van die afwijkingen organiseert, kunnen er nog geen afwijkingen worden toegekend, aldus de Raad van State, en dit terwijl de wetgever dit toch wel degelijk had gewild.

Er wordt echter op heden volop gewerkt aan een ontwerp tekst tot regeling van een stelsel van afwijkingen.

ANALYSE VAN DE ARTIKELN

Artikel 1

De Raad van State merkte hier op dat het wenselijk is dat de definitie van een gesloten parking wordt herzien.

Aan deze opmerking werd tegemoet gekomen.

Artikelen 2 t.e.m. 5

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Artikel 6

Dit artikel voorziet in een vermoeden dat de producten die wettelijk gefabriceerd of gecommmercialiseerd werden in een andere Lidstaat van de Europese Unie of in Turkije of wettelijk gefabriceerd zijn in een Staat van de EFTA die het Verdrag inzake de Europese Economische Ruimte heeft ondertekend en eenzelfde niveau van bescherming bieden als het in de huidige reglementering gedefinieerde niveau, beantwoorden aan de technische specificaties van dit ontwerp.

Hier merkt de Raad van State op dat er moet worden voorzien in nadere regels op grond waarvan wordt beslist dat de hogerbedoelde producten eenzelfde niveau van bescherming hebben.

Aan deze opmerking wordt gevolg gegeven : punt 4.2 van bijlage 1 van voorliggend ontwerp voorziet de modaliteiten van de gelijkstelling van het beschermingsniveau van de in artikel 6 bedoelde producten. Het veiligheidsniveau van bovenbedoelde producten zal hiertoe bekeken worden door het organisme die de controle uitoefent op de conceptie en de realisatie van de verschillende beveiligingsinstallaties.

Artikel 7

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Bijlage I

Bijlage I voorziet in de verplichting om bepaalde normen na te leven. Dit brengt de Raad van State ertoe te stellen dat de inhoud van deze normen dient te worden gepubliceerd.

Het ontwerp volgt hieromtrent het advies van de Raad van State niet.

Een norm geeft de regels van goed vakmanschap weer die, op het moment dat ze worden aangenomen, gelden voor een bepaald product, een bepaald procédé of een bepaalde dienst.

Op zich is het naleven van een norm niet verplicht. Het wordt dit wél wanneer dit door afdwingbare regelgeving zo wordt voorgeschreven. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatieprogramma's evenals de bekrachtiging of registratie van normen, genomen in uitvoering van de wet van 3 april 2003 betreffende de normalisatie, bepaalt in dit verband dat de Staat en de andere publiekrechtelijke personen aan de door het Bureau voor Normalisatie gepubliceerde normen kunnen refereren in besluiten, verordeningen, administratieve handelingen en bestekken door een eenvoudige verwijzing naar het indicatief van deze normen.

Een integrale bekendmaking van de norm in het *Belgisch Staatsblad* is niet mogelijk, aangezien normen auteursrechtelijk zijn beschermd. Een verspreiding van normen is inderdaad verboden zonder uitdrukkelijke schriftelijke toelating vanwege het Bureau voor Normalisatie, en dit krachtens artikel 5 van het KB van 25 oktober 2004.

Professionelen die een norm willen naleven, dienen zich aldus te wenden tot het Bureau voor Normalisatie. Zij kunnen er de norm aankopen, tegen een door die instelling vastgestelde prijs, of haar gratis raadplegen in de bibliotheek.

En ce qui concerne le point 4.2 de l'annexe I, le Conseil d'Etat a fait remarquer qu'il convient de rendre plus claire la distinction entre les contrôles mensuels et annuels et qu'il faut davantage préciser qui est la personne compétente visée par le texte.

Ces remarques sont prises en compte dans le projet.
J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux
Et très fidèle serviteur.
Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

17 MAI 2007. — Arrêté royal fixant les mesures en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les parkings fermés doivent satisfaire pour le stationnement des véhicules LPG

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, notamment l'article 2, modifié par la loi du 22 décembre 2003;

Considérant qu'en vue d'assurer la sécurité des utilisateurs et des services de secours, un parking fermé doit satisfaire à des prescriptions techniques minimales avant que des véhicules LPG puissent être autorisés à y accéder;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la sécurité contre l'incendie et l'explosion du 27 mai 2004;

Vu l'accomplissement des formalités prescrites par la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2006;

Vu l'avis n° 41.867/4 du 4 janvier 2007 du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses annexes, on entend par :

1° parking : un bâtiment ou une partie d'un bâtiment, à un ou plusieurs niveaux, destiné au stationnement de véhicules;

2° parking ouvert : un parking dont chaque niveau dispose de deux façades opposées satisfaisant aux conditions suivantes :

a) ces façades sont distantes de maximum 60 m, sur la totalité de leur longueur;

b) chacune de ces façades comporte des ouvertures dont la surface d'ouverture utile vaut au moins 1/6ième de la surface totale des parois verticales intérieures et extérieures du périmètre de ce niveau;

c) les ouvertures sont réparties uniformément sur la longueur de chacune des deux façades;

d) entre ces deux façades, des obstacles éventuels sont admis, pour autant que la surface utile d'écoulement d'air, en tenant compte d'une occupation complète des emplacements pour voitures, soit au moins égale à la surface des ouvertures requise dans chacune de ces façades;

e) la distance horizontale à ciel ouvert entre ces façades et tout obstacle extérieur doit être d'au moins 5 m;

3° parking fermé : un parking qui ne répond pas à une des conditions énumérées au point 2°;

4° parking automatique : parking sans circulation de personnes ou de véhicules avec chauffeurs, dans lequel les véhicules sont acheminés vers leur place depuis l'entrée du parking et ramenés vers la sortie, au moyen de dispositifs mécaniques de transport;

5° LPG : gaz de pétrole liquéfiés.

Voor punt 4.2 van bijlage I maakte de Raad van State de opmerking dat er een duidelijker onderscheid moest worden gemaakt tussen de maandelijkse en de jaarlijkse nazichten. Ook vond zij dat er meer moest worden gepreciseerd wie de bevoegde persoon was bedoeld door de tekst.

Aan deze opmerkingen werd tegemoet gekomen.
Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en getrouwe dienaar.
De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

17 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de maatregelen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gesloten parkeergebouwen moeten voldoen om LPG-voertuigen te parkeren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003;

Overwegende dat met het oog op de veiligheid van de gebruikers en de hulpdiensten een gesloten parkeergebouw aan minimale technische voorschriften moet voldoen alvorens er LPG-voertuigen mogen worden toegelaten;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing van 27 mei 2004;

Gelet op de uitvoering van de vormvoorschriften voorgeschreven bij de Richtlijn 98/34/EG van het Europese Parlement en van de Raad betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2006;

Gelet op advies nr 41.867/4 van 4 januari 2007 van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en van de bijlagen ervan, wordt verstaan onder :

1° parkeergebouw : een gebouw of onderdeel daarvan, in één of meer bouwlagen met het doel daarin auto's te parkeren;

2° open parkeergebouw : een parkeergebouw waarvan elk niveau over twee tegenovergestelde gevels beschikt die aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) deze gevels staan over hun gehele lengte maximaal 60 m uit elkaar;

b) elk van deze gevels bevat openingen waarvan de nuttige oppervlakte minstens 1/6de van de totale oppervlakte van de verticale binnen- en buitenwanden van de omtrek van dit niveau beslaat;

c) de openingen zijn gelijkmatig verdeeld over de lengte van elk van de twee gevels;

d) tussen deze twee gevels zijn eventuele obstakels toegestaan, voor zover de nuttige oppervlakte voor de luchtdoorstroming, waarbij rekening gehouden wordt met een volledige bezetting van de parkeerplaatsen voor auto's, minstens gelijk is aan de oppervlakte van de openingen die vereist is in elk van deze gevels;

e) de horizontale afstand in open lucht tussen deze gevels en elk buitenobstakel moet minstens 5 m bedragen;

3° gesloten parkeergebouw : een parkeergebouw dat niet voldoet aan één van de in punt 2° opgesomde voorwaarden;

4° automatisch parkeergebouw : parkeergebouw zonder verkeer van personen of van auto's met chauffeurs, waarin de voertuigen en aangedreven transportinrichtingen vanaf de ingang van het parkeergebouw naar hun plaats worden gebracht en omgekeerd terug naar de uitgang worden gebracht;

5° LPG : vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

Art. 2. Les prescriptions des annexes du présent arrêté sont applicables aux parkings dont le nombre d'emplacements est égal ou supérieur à 10 véhicules, qui sont soit fermés, soit pour lesquels le niveau du sol est situé sous le niveau naturel du terrain.

Art. 3. Les parkings fermés qui satisfont aux prescriptions techniques contenues dans l'annexe I peuvent être utilisés pour le stationnement des véhicules propulsés aux LPG portant la vignette de contrôle prévue dans l'annexe E de l'arrêté royal du 9 mai 2001 relatif à l'utilisation des LPG pour la propulsion des véhicules automobiles.

Art. 4. Les parkings fermés qui satisfont aux prescriptions du présent arrêté sont équipés d'une signalisation conforme au modèle prévu en annexe II, interdisant l'accès des véhicules propulsés aux LPG ne portant pas la vignette de contrôle fixée dans l'annexe E de l'arrêté royal du 9 mai 2001 précité.

Art. 5. Les parkings fermés qui ne satisfont pas aux prescriptions du présent arrêté doivent être équipés d'une signalisation conforme au modèle prévu en annexe II du présent arrêté, précisant que l'accès aux véhicules propulsés aux LPG y est interdit.

Art. 6. Les produits ayant été légalement fabriqués ou commercialisés dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou en Turquie ou légalement fabriqués dans un Etat de l'AELE partie contractante de l'Accord sur l'Espace économique européen et offrant un même niveau de protection que celui défini dans la présente réglementation sont considérés comme satisfaisant aux spécifications techniques du présent arrêté. L'équivalence du niveau de protection est constatée conformément aux modalités décrites au point 4.2 de l'annexe I^{er} du présent arrêté.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

ANNEXE I^{er}

1. Conception du parking fermé.

Deux types d'aménagement sont autorisés pour les parkings fermés :

a) soit tous les emplacements peuvent être utilisés pour le stationnement des véhicules LPG;

b) soit une partie des emplacements est réservée au stationnement des véhicules LPG

Dans ce cas, les installations de sécurité décrites aux points 2.1 et 2.3 peuvent être limitées à cette partie du parking fermé.

2. Installations de sécurité

2.1. Installation de détection de gaz

2.1.1. Le parking fermé est équipé d'une installation de détection de gaz pour gaz combustibles. Cette installation peut être raccordée à la détection CO et à la détection incendie.

Lors de la détection simultanée de LPG, CO ou d'un incendie, la ventilation est commandée de telle façon que le débit de ventilation correspondant le plus élevé soit enclenché.

2.1.2. Le choix, l'installation, l'utilisation et l'entretien de l'installation de détection de gaz se font conformément à la norme NBN EN 50073, et tiennent compte, en outre, des prescriptions suivantes :

a) la détection LPG est une installation automatique fixe basée sur des mesures ponctuelles et reliée à un central de détection;

b) les détecteurs sont placés à 150 mm au-dessus de la surface du sol dans un environnement où il y a peu de courant d'air et sont installés de façon à ne pas être endommagés par les véhicules;

c) aucun point du parking fermé ou de la partie réservée aux véhicules LPG ne se trouve à une distance supérieure à 20 m d'un détecteur.

Art. 2. De voorschriften van de bijlagen van dit besluit zijn van toepassing op de parkeergebouwen waarvan het aantal parkeerplaatsen gelijk is aan of groter dan 10 voertuigen, die gesloten zijn of waarvoor het vloerniveau lager ligt dan het natuurlijke terreinniveau.

Art. 3. De gesloten parkeergebouwen die voldoen aan de technische voorschriften opgenomen in bijlage I mogen gebruikt worden voor het parkeren van voertuigen aangedreven met LPG met controlevignet zoals voorzien in bijlage E bij het koninklijk besluit van 9 mei 2001 betreffende het gebruik van LPG voor de aandrijving van voertuigen.

Art. 4. De gesloten parkeergebouwen die voldoen aan de voorschriften van dit besluit zijn uitgerust met een signalering in overeenstemming met het model zoals voorzien in bijlage II, die de toegang verbiedt voor voertuigen aangedreven met LPG die niet uitgerust zijn met het controlevignet vastgesteld in bijlage E bij het koninklijk besluit van 9 mei 2001.

Art. 5. De gesloten parkeergebouwen die niet voldoen aan de voorschriften van dit besluit moeten uitgerust zijn met een signalering in overeenstemming met het model zoals voorzien in bijlage II van dit besluit, die duidelijk maakt dat de toegang voor voertuigen aangedreven met LPG verboden is.

Art. 6. De producten die wettelijk gefabriceerd of gecommmercialiseerd werden in een andere Lidstaat van de Europese Unie of in Turkije of wettelijk gefabriceerd in een Staat van de EFTA die het Verdrag inzake de Europese Economische Ruimte ondertekend heeft en eenzelfde niveau van bescherming biedt als het in de huidige reglementering gedefinieerde niveau, worden beschouwd als beantwoordend aan de technische specificaties van dit besluit. De gelijkstelling van het beschermingsniveau wordt vastgesteld overeenkomstig de modaliteiten beschreven in punt 4.2 van bijlage I van dit besluit.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Bijlage I

1. Opvatting van het gesloten parkeergebouw.

Met betrekking tot de indeling van de gesloten parkeergebouwen zijn twee opvattingen toegelaten :

a) ofwel kunnen alle plaatsen gebruikt worden voor het parkeren van LPG-voertuigen;

b) ofwel is een gedeelte van het gesloten parkeergebouw voorbehouden voor het parkeren van LPG-voertuigen.

In dit geval mogen de veiligheidsinstallaties beschreven in punt 2.1 en 2.3 beperkt worden tot dit gedeelte van het gesloten parkeergebouw.

2. Veiligheidsinstallaties

2.1. Gasdetectieinstallatie

2.1.1. Het gesloten parkeergebouw is uitgerust met een gasdetectie-installatie voor brandbare gassen. Deze installatie kan gekoppeld worden aan de CO-detectie en de branddetectieinstallatie.

Bij het gelijktijdig detecteren van LPG, CO of brand, gebeurt de sturing van de ventilatie zo dat het overeenstemmende grootste debiet ingeschakeld wordt.

2.1.2. De keuze, de installatie, het gebruik en het onderhoud van de gasdetectieinstallatie gebeuren overeenkomstig de norm NBN EN 50073, waarbij bovendien rekening gehouden wordt met de volgende voorschriften :

a) de LPG-detectie is een vaste automatische installatie berustend op puntmetingen aangesloten op een detectiecentrale;

b) de detectoren worden op 150 mm boven het vloeroppervlak geplaatst in een luchtstromingsluwe omgeving en zijn zo geplaatst dat ze niet onderhevig zijn aan beschadiging door auto's;

c) geen enkel punt van het gesloten parkeergebouw of van het gedeelte voorbehouden voor LPG-voertuigen bevindt zich op een afstand van meer dan 20 m van een detector.

2.1.3. Lorsque la teneur en LPG mesurée dans l'air est supérieure à 10 % du volume correspondant à la limite inférieure d'explosibilité des LPG, la ventilation prévue au point 2.3.2 b doit s'enclencher au régime de ventilation décrit au point 2.3.1. De plus, l'installation d'alarme, visée au point 2.2, doit s'enclencher.

2.1.4. En cas de panne de l'installation de détection de gaz, la ventilation doit s'enclencher au régime de ventilation décrit au point 2.3.1.

En cas de panne de l'installation de ventilation, la réparation doit être effectuée sans délai.

2.2. Installation d'alarme

2.2.1. Le parking fermé est équipé d'une installation d'alarme. L'installation d'alarme produit des signaux tant sonores que visuels.

2.2.2. Les signaux d'alarme doivent pouvoir être perçus à tout endroit du parking fermé et ne pas être confondus avec d'autres signaux.

Les signaux d'alarme sonores doivent être audibles en dehors des véhicules et en régime de ventilation normal.

2.3. Installation de ventilation mécanique

2.3.1. Le régime de ventilation est au minimum de 0,003 m³/s par m² de surface utilisée pour les emplacements de stationnement et la circulation.

2.3.2 La ventilation peut se faire :

- a) soit en continu;
- b) soit dans un temps de réponse inférieur à 15 secondes après la détection de gaz LPG

Dans ce cas, la ventilation se fait soit par zone de ventilation, soit sur la surface totale du parking fermé.

2.3.3. Une zone de ventilation s'étend sur la surface de la zone de détection qui la commande, augmentée d'une zone de recouvrement de 20 m minimum entre zones contiguës non séparées par un écran étanche de 1 mètre de hauteur minimum.

2.3.4. L'installation de ventilation comporte au moins deux unités de ventilation identiques.

Les différentes unités de ventilation doivent pouvoir fournir par zone le régime de ventilation défini au point 2.3.1.

Les unités de ventilation doivent être connectées de telle façon que lorsqu'une unité de ventilation desservant une zone tombe en panne, les autres unités desservant la zone s'enclenchent automatiquement et fonctionnent en permanence. Dans ce cas, un signal de défaut doit également s'enclencher.

2.3.5. L'amenée d'air de ventilation doit se faire de manière à garantir un renouvellement de tout l'air de la zone de ventilation du parking fermé.

2.3.6. Aucune cage d'escaliers ou gaine d'ascenseur ne peut être utilisée pour l'évacuation d'air du parking fermé.

2.3.7. Les locaux du parking fermé où des personnes séjournent pendant une longue période, notamment les locaux de surveillance, sont ventilés indépendamment et sont en surpression par rapport au parking.

2.4. Alimentation électrique

2.4.1. Sur le tableau principal de distribution, des circuits distincts assurent l'alimentation électrique des installations techniques suivantes :

- ventilation mécanique, avec un circuit distinct par unité de ventilation;
- installation de détection de gaz;
- installation d'alarme.

Ce tableau, ainsi que les tableaux secondaires assurant l'alimentation électrique des installations précitées, doit se trouver en dehors du compartiment du parking.

2.4.2. Tous les commutateurs de groupe et tous les commutateurs principaux, permettant la coupure de l'alimentation des installations de sécurité, sont pourvus d'une plaquette portant la mention

« INSTALLATION DE SECURITE
NE PAS COUPER ».

2.4.3. L'installation de ventilation mécanique est équipée d'une alimentation électrique de secours assurant automatiquement et dans un délai d'une minute après la coupure de l'alimentation normale, son fonctionnement pendant une heure.

2.1.3. Bij een gemeten LPG-gehalte van de lucht groter dan 10 % van het volume dat overeenstemt met de onderste explosiegrens van LPG moet de verluchting voorzien in punt 2.3.2 b ingeschakeld worden volgens het ventilatieregime, zoals beschreven in punt 2.3.1. Bovendien, moet de alarminstallatie, bedoeld in punt 2.2, worden ingeschakeld.

2.1.4. In geval van een defect van de gasdetectieinstallatie, moet de verluchting ingeschakeld worden volgens het ventilatieregime, zoals beschreven in punt 2.3.1.

In geval van een defect van de verluchttingsinstallatie, dient de herstelling onverwijld te gebeuren.

2.2. Alarminstallatie

2.2.1. Het gesloten parkeergebouw is uitgerust met een alarminstallatie. De alarminstallatie geeft zowel hoorbare als zichtbare signalen.

2.2.2. De alarmsignalen moeten vanaf iedere plaats binnen het gesloten parkeergebouw duidelijk waarneembaar zijn en mogen geen verwarring stichten met andere signalen.

De geluidsignalen moeten buiten de auto's hoorbaar zijn bij normaal ventilatieregime.

2.3. Aangedreven verluchttingsinstallatie

2.3.1. Het ventilatieregime bedraagt minimaal 0,003 m³/s per m² oppervlakte van de parkeerplaatsen en de parkeerwegen.

2.3.2. De verluchting kan als volgt gebeuren :

- a) ofwel permanent;
- b) ofwel binnen een reactietijd kleiner dan 15 seconden na de detectie van LPG-gas.

In dit geval gebeurt de verluchting ofwel per verluchttingszone ofwel over de totale oppervlakte van het gesloten parkeergebouw.

2.3.3. Een verluchttingszone strekt zich uit over de te bewaken oppervlakte van de detectoren die de verluchting van die zone in werking stelt, verhoogd met een overlapping van tenminste 20 m tussen aangrenzende zones indien die niet van elkaar gescheiden door een gasdicht scherm van 1 m hoog.

2.3.4. De verluchttingsinstallatie bestaat uit tenminste twee gelijkwaardige verluchttingseenheden.

De verschillende verluchttingseenheden moeten per zone het ventilatieregime bepaald in punt 2.3.1 kunnen leveren.

De verluchttingseenheden moeten zo worden geschakeld dat, indien één verluchttingseenheid die de zone bedient, uitvalt, de andere eenheden die de zone bedienen vanzelf worden ingeschakeld en continu blijven werken. In dat geval, moet tevens een storingssignalering in werking treden.

2.3.5. De toevoer van de ventilatielucht moet zo worden uitgevoerd dat een volledige luchtdoorspoeling van de verluchttingszone van het gesloten parkeergebouw gewaarborgd is.

2.3.6. Geen enkel trappenhuis of liftkoker mag worden gebruikt voor de afvoer van lucht uit het gesloten parkeergebouw.

2.3.7. De vertrekken in het gesloten parkeergebouw waarin personen langdurig verblijven, inzonderheid de vertrekken voor bewaking, zijn onafhankelijk verlicht en zijn in overdruk ten opzichte van het parkeergebouw.

2.4. Stroomvoorziening

2.4.1. Op het hoofdverdeelbord, verzekeren afzonderlijke kringen de elektrische voeding naar de volgende installaties :

- aangedreven verluchting, met een afzonderlijke kring per verluchttingseenheid;
- gasdetectieinstallatie;
- alarminstallatie.

Dit deelbord, met inbegrip van bijkomende verdeelborden die de elektrische voeding van de bovenvermelde installatie verzekeren, moeten zich buiten het compartiment van het parkeergebouw bevinden.

2.4.2. Alle groeps- en hoofdschakelaars, waarmee de voeding van de veiligheidsinstallaties kan worden onderbroken, zijn voorzien van een bordje

« VEILIGHEIDSINSTALLATIE
NIET UITSCHAKELEN ».

2.4.3. De aangedreven verluchttingsinstallatie is uitgerust met een noodstroomvoorziening die, automatisch en binnen 1 minuut na de uitval van de normale stroom, haar werking gedurende één uur verzekert.

L'installation de détection LPG, CO et incendie et l'installation d'alarme sont équipées de leur propre alimentation électrique de secours protégée contre les coupures de courant.

2.4.4. Le Règlement général sur les installations électriques est d'application, en particulier les prescriptions concernant les risques d'explosion en atmosphères gazeuses explosives.

2.5. Installation d'extinction automatique

Les parkings automatiques sont équipés d'une installation d'extinction automatique conforme à la norme NBN EN 12845.

3. Exploitation

En cas de présence permanente de personnel de surveillance et de maintenance du parking fermé, des panneaux de signalisation et de commande sont placés dans le local où ce personnel est installé afin qu'il puisse percevoir les signaux de défaut, d'alerte et d'alarme des installations de sécurité.

En cas d'absence du personnel de surveillance et de maintenance ou à défaut de ce personnel, les signaux de défaut, d'alerte et d'alarme des installations de sécurité sont transférés de façon à ce qu'ils soient sous surveillance humaine continue et qu'une réaction immédiate soit assurée.

4. Entretien et contrôle.

4.1. Entretien

L'exploitant fait en sorte que les appareils des installations de détection et d'alarme, de ventilation mécanique et d'extinction automatique soient entretenus régulièrement selon les instructions du fabricant.

4.2. Contrôle

4.2.1. La conception et la réalisation des différentes installations de sécurité sont contrôlées avant la première mise en service; leur bon fonctionnement est ensuite contrôlé annuellement.

Ces contrôles sont effectués conformément à :

- NBN EN 50073 pour l'installation de détection,
- NBN EN 12101-4 pour l'installation de ventilation,
- NBN EN 12845 pour l'installation d'extinction.

4.2.2. Le niveau de sécurité des produits visés à l'article 6 du présent arrêté est contrôlé avant la mise en service de l'installation.

Ce contrôle est effectué sur la base de certificats pour l'application en cause établis par un laboratoire ou un organisme de certification d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen, présentant les garanties d'indépendance et de compétence telles qu'elles sont fixées dans les normes de la série EN 45000 ou NBN EN ISO/IEC 17025.

4.2.3. Les contrôles visés aux points 4.2.1 et 4.2.2 sont effectués par un ou des organisme(s) de contrôle accrédité(s)

a) soit conformément à la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité,

b) soit selon une procédure d'accréditation équivalente d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen.

4.2.4. L'exploitant vérifie une fois par mois que les installations de détection, d'alarme, de ventilation mécanique et d'extinction automatique sont en état de marche.

Les dates de ces contrôles et les constatations qui en résultent sont tenues à la disposition du service d'incendie.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 mai 2007 fixant les mesures en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les parkings fermés doivent satisfaire pour le stationnement des véhicules LPG

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

De detectie-installatie voor LPG, CO en brand en de alarminstallatie zijn met een eigen onderbrekingsvrije noodstroomvoorziening uitgerust.

2.4.4. Zij voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties, in het bijzonder de voorschriften inzake het ontplofingsgevaar in ontplofbare gasatmosfeer.

2.5. Automatische blusinstallatie

De automatische parkeergebouwen zijn uitgerust met een automatische blusinstallatie volgens de norm NBN EN12845.

3. Uitbating

Indien permanent toezichhoudend en bedienend personeel van het gesloten parkeergebouw aanwezig is, worden signalisatie- en bedieningspanelen geplaatst in het vertrek waar deze personeelsleden geïnstalleerd zijn, opdat deze de storings-, waarschuwings- en alarmsignalen van de aanwezige veiligheidsinstallaties zouden kunnen waarnemen.

Indien toezichhoudend en bedienend personeel afwezig is of bij gebrek aan dit personeel, worden de storings-, waarschuwings- en alarmsignalen doorgemeld zodat deze onder doorlopend menselijk toezicht staan en die een onmiddellijke reactie kunnen verzekeren.

4. Onderhoud en controle.

4.1. Onderhoud

De uitbater zorgt ervoor dat de toestellen van de detectie-, alarm-, aangedreven verluchtungs- en automatische blusinstallaties op regelmatige tijdstippen onderhouden worden volgens de richtlijnen van de fabrikant.

4.2. Nazicht

4.2.1. Vóór de eerste indienststelling worden het ontwerp en de uitvoering van de verschillende beveiligingsinstallaties nagekeken, waarna jaarlijks de goede werking ervan wordt gecontroleerd.

Die nazichten gebeuren volgens de voorschriften van :

- NBN EN 50073 voor de gasdetectieinstallatie,
- NBN EN 12101-4 voor de verluchtungsinstallatie,
- NBN EN 12845 voor de automatische blusinstallatie.

4.2.2. Het veiligheidsniveau van de in artikel 6 van dit besluit bedoelde producten wordt nagekeken vóór de ingebruikname van de installatie.

Dat nazicht wordt uitgevoerd op basis van de getuigschriften voor de desbetreffende toepassing opgemaakt door een laboratorium of een certificatieorganisme uit een Lidstaat van de Europese Unie of uit een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, dat de waarborgen inzake onafhankelijkheid en bekwaamheid zoals vastgelegd in de normen van de reeks EN 45000 of NBN EN ISO/IEC 17025 aantoont.

4.2.3. De in de punten 4.2.1 en 4.2.2 bedoelde nazichten gebeuren door één of meer geaccrediteerde controle-instelling(en)

a) ofwel overeenkomstig de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling,

b) ofwel volgens een gelijkwaardige erkenningsprocedure van een andere Lidstaat van de Europese Unie of van een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte.

4.2.4. De uitbater zorgt ervoor dat de goede werking van de detectie-, alarm-, mechanische verluchtungs- en automatische blusinstallaties één keer per maand nagekeken wordt.

De data van die controles en de daaruit voortvloeiende vaststellingen worden ter beschikking van de brandweerdienst gehouden.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 mei 2007 tot vaststelling van de maatregelen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gesloten parkeergebouwen moeten voldoen om LPG-voertuigen te parkeren.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE